



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**26-10-2016**

## *Rapport introductif au Bureau National du 26 octobre 2016*

**L'** actualité politique et sociale est importante

- 1) • La poursuite et l'aggravation de la politique du capital,
- 2) • Dans ce contexte, la campagne électorale que mènent les partis avec la recherche de la meilleure équipe pour servir le capital,
- 3) . Les luttes actuelles, ce qu'elles portent,
- 4) • La situation internationale,
- 5) Nos tâches et initiatives pour la période à venir.  
Comment allons-nous faire connaître nos propositions et renforcer le parti ?

Les sondages prévoient l'élimination dès le premier tour de l'équipe gouvernementale actuelle. Le rejet de la politique qui est menée se confirme mais le gouvernement ira jusqu'au bout de son action dirigée essentiellement contre les travailleurs et en faveur des entreprises. Ce n'est pas la proximité des élections qui va changer quoi que ce soit à la politique actuelle, la plupart des partis ne la remettent pas en cause, au contraire.

La publication hier des chiffres du chômage (-66 000) ne change rien également malgré la campagne actuelle sur le

thème « tout va mieux » menée par les médias. Ces chiffres du chômage sentent tellement la manipulation qu'ils sont déjà très contestés y compris par l'INSEE. Ce que l'on peut constater au-delà de la réalité des chiffres, c'est que la précarité explose : 80 % des emplois proposés aujourd'hui sont des emplois de courte durée. Les patrons ont même inventé le « CDI intérimaire » pour habiller la précarité. La loi travail on le sait s'attaque directement au contrat de travail en flexibilisant l'emploi au maximum pour satisfaire aux exigences du Medef.

Les accords d'entreprise chez Peugeot ou Renault, dans d'autres entreprises vont dans le sens d'une flexibilité accrue et remettent en cause les acquis obtenus de longue lutte par les travailleurs.

Les suppressions d'emplois s'accroissent : après Alstom, Peugeot annonce 2130 nouvelles suppressions d'emplois, Renault qui est sur le point d'acquiescer Mitsubishi poursuit, comme tous les grands groupes, sa « baisse des coûts » pour plus de « compétitivité », on sait ce que cela veut dire.

La casse industrielle dont l'objectif premier est d'accumuler plus de profit se poursuit, l'industrie en France pèse de moins en moins dans l'activité économique avec toutes les conséquences que l'on connaît.

Les attaques contre les acquis les travailleurs se multiplient, tout est fait pour répondre aux exigences des entreprises. Un premier examen du budget de l'État pour 2017 est éloquent : nouvelle baisse de la fiscalité des entreprises de 5 milliards d'euros (impôts diminués de 33 à 28 et 25 % selon la taille des entreprises) et entre 3 et 5 milliards supplémentaires grâce au « choc de simplification » dont l'essentiel consiste à faire des économies d'emplois.

La protection sociale est également attaquée au travers de la baisse des prestations sur le logement, l'accès à la santé au travers des « économies » sur les soins et les médicaments. Nous reviendrons plus en détail sur ce budget d'austérité aggravée pour le peuple alors que les dépenses militaires vont plus que doubler en 2017, l'argent coule à flots pour faire la guerre et renforcer la répression contre ceux qui luttent en France

L'assurance chômage est toujours dans le collimateur du Medef qui souhaite rouvrir des négociations (après les élections ?) avec l'objectif de réduire les droits des privés d'emploi, La CFDT s'est précipitée pour donner son accord, ce n'est pas une surprise.

Taper encore plus fort est donc l'objectif du gouvernement, il s'agit pour lui d'essayer de répondre au mécontentement. Il cherche une équipe nouvelle pour continuer la politique des multinationales. Ce n'est pas sans difficulté car il faut tenter de démontrer au peuple que la seule politique possible est celle du capital qui est majoritairement rejetée. C'est l'objectif des « opérations » politique Macron, Vals, Royal, Montebourg, Hamont etc, pour tenter de donner un autre visage à l'austérité, se démarquer du pouvoir actuel et détourner le débat sur les responsabilités du capital. Ces opérations sont un échec actuellement malgré l'énorme campagne de propagande médiatique sur Hollande (ira - ira pas) ou sur la position des uns et des autres dont ils ont a du mal à démontrer la différence.

Même constat pour la droite et ses alliés dont les candidats présentent leur programme, tout pour l'entreprise capitaliste, complètement dirigé contre les acquis des travailleurs. Ce qui différencie les sept candidats de droite c'est, si on peut dire, le niveau des attaques car il faut bien diversifier l'offre et tenter de se démarquer, pour eux aussi, de la politique actuelle.

Le Front National que tous les sondages placent en tête de l'élection présidentielle au premier tour est très sollicité par les médias. Il est pour un capitalisme « national ». Il se dit être le « parti du peuple et des travailleurs », sauf quand les travailleurs se mettent en grève, qu'ils revendiquent et manifestent. Il tente de masquer autant que possible son allégeance aux entreprises. Il veut réduire leurs cotisations, leurs taxes (trop lourdes), il faut les aider « car ce sont elles qui créent de l'emploi », rien de différent avec les autres partis en réserve du capital... Il affirme sa politique contre les réfugiés, la vague des « migrants » dont il n'explique pas les causes ce qui l'obligerait à condamner l'impérialisme qu'il soutient

Le Parti Communiste Français et Mélenchon surtout bénéficient du mécontentement actuel et tentent de le dévoyer en se donnant une image « anticapitaliste ». Comment peut-on se déclarer anticapitaliste et revendiquer une meilleure répartition des richesses entre le capital et le travail ? Cela s'appelle de la gestion, ne remettant pas en cause les fondements du capital.

**Beaucoup de candidats à l'élection, aucune alternative fondamentalement différente de la politique actuelle.**

**Il n'y a que notre parti pour proposer une perspective claire : nous affirmons qu'on peut changer fondamentalement de politique en France, développer une politique économique et sociale au service du peuple. Pour cela, il faut prendre les moyens de production et d'échange, en confier la gestion démocratique au peuple, chasser les actionnaires sans aucun compromis.** Nous devons développer les aspects essentiels de nos propositions dans les campagnes électorales à venir. Nous sommes contre le capitalisme, pour son élimination, pourquoi ? Ça veut dire quoi ? Comment faire ? J'y reviendrai lorsque nous évoquerons concrètement la campagne électorale que nous voulons mener au plus près des revendications et des besoins du peuple.

Des revendications qui s'expriment plus fort, on l'a vu avec les quatre mois de lutte contre la loi « Travail », des luttes qui se poursuivent, l'initiative CGT contre la répression syndicale a été très suivie. Aux 10 000 manifestants à Amiens, il faut ajouter les nombreuses initiatives dans les départements. Le capital tape fort, plus de 160 procédures juridiques sont engagées contre les travailleurs qui luttent.

Le 8 novembre, les infirmières seront dans l'action pour plus d'emplois, de meilleurs salaires et conditions de travail.

Et il y a toutes ces luttes contre les suppressions d'emplois, Alstom bien sûr et beaucoup d'autres parce que les annonces de fermetures de sites ne faiblissent pas.

**On peut constater que dans ce contexte aucun parti politique ne parle de salaire de revalorisation des pensions, silence total...**

Et puis, il y a les luttes dont il faut parler et débattre parce qu'elles peuvent susciter de mauvaises réactions je veux parler des actions en cours dans la police actuellement. On nous abreuve de sondages qui notent le soutien de la population mais lorsque l'on écoute la revendication des syndicats de police ça fait peur... Il s'agit de renforcer encore la répression, de modifier la loi sur la légitime défense, de durcir les peines etc... Les revendications des policiers sont détournées : manque de personnel, conditions de travail à la limite du supportable, ces revendications sont utilisées par le pouvoir pour accroître encore la répression. Rien n'est dit sur les causes du mécontentement, il s'agit de gérer les effets de la politique extérieure actuelle qui aggrave considérablement les conditions de travail de la police, aucune réflexion de fond n'est faite notamment par les syndicats de police et bien sûr par le gouvernement responsable de la situation, la police est complètement détournée de son rôle de service publique pour les citoyens, elle est utilisée pour servir l'État capitaliste.

Le démantèlement du camp de réfugiés à Calais est du même ordre, aucune explication sur la présence de ces réfugiés qui fuient les guerres dans leur pays. Guerres qui ont toutes été initiées par l'impérialisme, on sait pourquoi.

**Je profite du sujet pour indiquer que 63 millions de personnes ont été chassées de leur pays par les guerres, c'est l'équivalent de la population française. 80 murs ont été construits ou sont en passe de l'être dans le monde pour empêcher l'immigration de réfugiés. Ces murs représentent, en kilomètres, le tour de la planète.**

L'impérialisme, la concurrence entre multinationales capitalistes n'en finit pas de faire des dégâts. On voit la situation en Irak, en Syrie, le traitement qui en est fait par la propagande... Cette concurrence, ce nouveau partage du monde fait beaucoup de dégâts humains et économiques mais peu importe les moyens employés, au bout il y a le profit capitaliste.

Il s'agit là de moyens militaires, mais il y a également les moyens institutionnels, supranationaux, les accords de « libre-échange » engagés un peu partout dans le monde parce que le capitalisme doit trouver de nouvelles sources de profits, il y est obligé pour continuer à se développer.

L'accord CETA entre l'Europe et le Canada fait partie de cette concurrence acharnée, il s'agit de faire sauter toutes les contraintes à la politique du capital, de faire disparaître les nations. Cet accord est freiné aujourd'hui par le gouvernement belge mais pour combien de temps ? Le CETA est le marchepied d'un accord plus large avec les États-Unis qui veulent avec la Chine et l'Europe peser plus fort, dominer le commerce mondial, cette concurrence entre grandes puissances n'a jamais atteint un tel niveau, elle menace la paix mondiale. **Il faut que l'on continue à appeler à tout faire pour empêcher de tels accords, développer nos propositions** qui consistent à respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à engager des coopérations avec les nations dans la paix, sans domination. Nous reviendrons régulièrement sur cette question, la campagne électorale est une bonne occasion pour le faire.

Notre activité dans ce contexte :

Nous entrons maintenant dans la campagne électorale. Des réunions, des rencontres, dans les entreprises, les universités, les quartiers avec Tonio Sanchez notre candidat à l'élection Présidentielle, les membres du BN, sont en préparation. Nous débattons de la situation, de nos propositions. Il nous faut aussi désigner les candidats aux élections législatives. Il faut mettre à profit les campagnes électorales, aborder cette période de manière inédite, partout prendre le maximum d'initiatives...

Notre hebdo internet, notre site, notre journal joueront un rôle important dans notre campagne.